

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 15 juin 1998, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'aptitude médicale comme parachutiste ou commando", a donné le 9 décembre 1998 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 15 juni 1998 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de medische geschiktheid als parachutist of commando", heeft op 9 december 1998 het volgende advies gegeven :

EXAMEN DU PROJETPréambuleAlinéa 3

Il convient de viser également la disposition qui permet au Roi de mettre en vigueur l'article 90 de la loi du 20 mai 1994, soit l'article 103.

Alinéas 4 et 5

Les arrêtés royaux visés dans ces alinéas ne procurent aucun fondement à l'arrêté en projet et ne sont pas modifiés par celui-ci. Ils doivent en conséquence, et de l'accord de l'officier délégué, être omis.

DispositifArticle 1er

Mieux vaut écrire :

"Article 1er. Les militaires visés aux articles 2 à 5 sont soumis à des examens médicaux ...".

.../...

Article 3

Il convient de remplacer les mots "Les personnes suivantes" par "Les militaires suivants".

Article 7

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il convient, pour plus de clarté, de remplacer la phrase "La prise de médication déterminée par la Commission d'appel, entraîne ..." par la phrase "La commission d'appel établit une liste des médicaments dont l'usage entraîne ...".

Le début de l'alinéa 2 sera rédigé comme suit :

"Toutefois l'usage de médicaments figurant sur la liste visée à l'alinéa 1er ...".

2. Au paragraphe 2, il y a lieu de supprimer les mots "avec la médication".

Article 8

1. La présentation suivante est proposée :

"Art. 8. § 1er. Les militaires visés aux articles 3, 4, 1° et 2°, et 5, 1° à 3°, ...

.../...

§ 2. Les militaires visés aux articles 2, 4, 3° et 4°, et 5, 4° à 6° ...".

2. Au paragraphe 3, 5°, il convient de remplacer les mots "article 15, alinéa 2;" par les mots "article 16, alinéa 2;".

Article 9

Il y a lieu d'écrire :

"Art. 9. La commission décide de l'aptitude médicale des militaires visés aux articles 2, 3, 1° et 2°, 4 et 5, à leur fonction ou à leurs missions.".

Article 11

Au paragraphe 2, il convient de préciser par qui le secrétariat est assuré (1).

-
- (1) A titre de comparaison, l'article 9 de l'arrêté royal du 23 décembre 1991 relatif à l'aptitude médicale au service en mer dispose que "Le secrétariat des deux commissions est assuré par un officier subalterne secrétaire, désigné par le chef du centre médical de la force navale, et assisté de militaires au-dessous du rang d'officier".

Autre exemple : l'article 12 de l'arrêté royal du 5 octobre 1959 relatif à l'aptitude au service aérien dispose : "Le secrétariat des deux commissions est assuré par un officier subalterne assisté de deux sous-officiers secrétaires".

.../...

En outre, il y aurait lieu de prévoir dans un paragraphe 3, une disposition, analogue à celle prévue à l'article 10 de l'arrêté royal du 23 décembre 1991 relatif à l'aptitude médicale au service en mer, qui prévoit que les membres des commissions et le secrétaire doivent être à même de traiter l'affaire dans la langue de l'intéressé.

Article 12

L'alinéa 1er ne visant que la commission et les alinéas 2 et 3 visant, par contre, la commission et la commission d'appel, il est proposé d'insérer à la suite de l'actuel alinéa 1er, un nouvel alinéa contenant la disposition prévue à l'article 22, alinéa 1er, du projet (1).

Les alinéas 2 et 3 de l'article 12 en projet seront repris sous la forme d'un article distinct.

La numérotation des autres articles du projet sera revue en conséquence.

(1) L'article 22, alinéa 1er, du projet d'arrêté royal dispose que "La commission d'appel décide sur la base d'un nouvel examen médical".

Articles 13 à 16, 18 à 22 et 26

Les mots "en question" doivent être supprimés.

Article 21

L'expression "médecin-conseiller" est mal choisie; mieux vaut utiliser l'expression "médecin de son choix" ou "médecin du militaire".

Cette observation vaut également pour l'article 22.

Article 22

A l'alinéa 2, il est seulement prévu que le médecin du militaire peut consulter les résultats de l'examen médical. Il n'est pas prévu que l'intéressé peut lui-même en prendre connaissance. Celui-ci ne se trouve donc pas en mesure d'assurer utilement sa défense devant la commission

.../...

d'appel (1). L'alinéa examiné doit être complété sur ce point.

Article 23

Il y a lieu d'écrire :

"Art. 23. Le ministre de la Défense nationale, arrête dans un règlement les modalités afférentes à :

1° ...;

2° ...;

3° ...".

(1) Voir, en ce sens, C.E., arrêt n° 52.627 du 31 mars 1995 : "Considérant que la décision du S.S.A. qui constate l'inaptitude définitive d'un agent lie l'autorité; qu'il s'ensuit que les motifs de la décision par laquelle celle-ci met l'agent à la pension sont contenus dans le protocole de l'examen médical établi par le S.S.A.; que ces motifs doivent, en vertu de la loi du 29 juillet 1991, être portés à la connaissance de l'agent; qu'eu égard à l'incidence que la communication à des tiers du protocole d'examen pourrait avoir sur le respect des règles relatives au secret médical, c'est à l'agent que le S.S.A. doit transmettre ce document lors de la notification de sa décision; qu'en tant qu'il exclut implicitement cette communication, l'article 8 de l'arrêté royal du 18 août 1939 est incompatible avec les règles fixées par la loi du 29 juillet 1991; que conformément à l'article 159 de la Constitution, le Conseil d'Etat doit, dans cette mesure, en écarter l'application; que l'acte attaqué a été pris sans que la connaissance de ses motifs ait été donnée à la requérante; que le moyen est fondé,".

.../...

Articles 24 et 25

1. Il est proposé d'insérer les mots "et de l'inaptitude" entre les mots "aptitude" et "médicale". En outre, il conviendra d'écrire le mot "médicale" au pluriel.

L'article 25 devient de ce fait inutile et peut être omis.

2. Il convient de s'interroger sur l'absence de recours contre la décision prise par le médecin, chef du détachement médical du centre d'entraînement de parachutistes et par le médecin, chef du détachement médical du centre d'entraînement de commandos.

Article 27

Comme le Conseil d'Etat l'a observé dans son avis L. 26.526/4 donné le 6 octobre 1997 sur un projet, devenu l'arrêté royal du 5 janvier 1998 modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1991 relatif à l'aptitude médicale au service en mer (1), il y a lieu de préciser en quoi consiste la fraude.

(1) publié au Moniteur belge du 25 février 1998, p. 5154.

Articles 28 et 29

Il y a lieu d'intervertir ces deux articles.

OBSERVATION FINALE

Lorsque une subdivision est citée, il convient de faire figurer une virgule après cette subdivision. De même, lorsque plusieurs subdivisions d'un article sont citées, il convient de faire figurer une virgule après chacune d'entre elles, sauf entre celles qui sont groupées par les conjonctions "et" ou "ou".

ONDERZOEK VAN HET ONTWERPAanhefDerde lid

Er dient eveneens te worden verwezen naar de bepaling die de Koning machtigt om artikel 90 van de wet van 20 mei 1994 in werking te stellen, namelijk artikel 103.

Vierde en vijfde lid

De koninklijke besluiten waarnaar in die leden verwezen wordt, leveren geen rechtsgrond op voor het ontworpen besluit en worden door dat besluit niet gewijzigd. De gemachtigde officier is het ermee eens dat ze bijgevolg dienen te vervallen.

Bepalend gedeelteArtikel 1

Het is verkieslijk te schrijven :

"Artikel 1. De in de artikelen 2 tot 5 bedoelde militairen ondergaan medische onderzoeken ...".

.../...

Artikel 3

De woorden "De volgende personen" behoren te worden vervangen door de woorden "De volgende militairen".

Artikel 7

1. De zin "De inname van de medicatie bepaald door de commissie van beroep, leidt ..." in paragraaf 1, eerste lid, dient voor de duidelijkheid te worden vervangen door de zin "De commissie van beroep stelt een lijst van geneesmiddelen op waarvan het gebruik automatisch leidt tot ...".

Het tweede lid dient als volgt aan te vangen :

"Het gebruik van de geneesmiddelen die vermeld zijn op de in het eerste lid bedoelde lijst, ..., leidt evenwel ...".

2. In paragraaf 2 behoren de woorden "met medicatie" te vervallen.

.../...

Artikel 8

1. Er wordt voorgesteld de tekst als volgt in te richten :

"Art. 8. § 1. De militairen bedoeld in de artikelen 3, 4, 1° en 2°, en 5, 1° tot 3°, ...

§ 2. De militairen bedoeld in de artikelen 2, 4, 3° en 4°, en 5, 4° tot 6° ...".

2. In paragraaf 3, 5°, behoren de woorden "artikel 15, tweede lid;" te worden vervangen door de woorden "artikel 16, tweede lid;".

Artikel 9

Men schrijve :

"Art. 9. De commissie beslist of de militairen bedoeld in de artikelen 2, 3, 1° en 2°, 4 en 5, medisch geschikt zijn voor hun functie of opdrachten.".

.../...

Artikel 11

In paragraaf 2 behoort te worden aangegeven wie het secretariaat waarneemt (1).

Bovendien zou in een paragraaf 3 een bepaling behoren te worden opgenomen zoals die van artikel 10 van het koninklijk besluit van 23 december 1991 betreffende de medische geschiktheid voor dienst op zee, volgens welke de leden van de commissies en de secretaris de zaak moeten kunnen behandelen in de taal van de belanghebbende.

Artikel 12

Doordat het eerste lid alleen op de commissie betrekking heeft en het tweede en het derde lid, daarentegen, op de commissie en de commissie van beroep, wordt voorgesteld om na het huidige eerste lid een nieuw lid in te voegen met bepaling van artikel 22, eerste lid, van het ontwerp (2).

-
- (1) Vergelijk met artikel 9 van het koninklijk besluit van 23 december 1991 betreffende de medische geschiktheid voor dienst op zee waarin het volgende wordt bepaald : "Het secretariaat van beide commissies wordt waargenomen door een lager officier-secretaris, aangeduid door het hoofd van het medisch centrum van de zeemacht, bijgestaan door militairen beneden de rang van officier".

Een ander voorbeeld : artikel 12 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1959 betreffende de geschiktheid voor luchtdienst bepaalt : "Het secretariaat van beide commissies wordt waargenomen door een lager officier, bijgestaan door twee onderofficieren-secretarissen".

- (2) Artikel 22, eerste lid, van het ontwerp van koninklijk besluit bepaalt : "De commissie van beroep beslist op basis van een nieuw medisch onderzoek".

Het tweede en het derde lid van het ontworpen artikel 12 worden in dat geval in een afzonderlijk artikel ondergebracht.

De overige artikelen behoren dienovereenkomstig te worden vernummerd.

Artikelen 13 tot 16, 18 tot 22 en 26

De woorden "in kwestie" dienen te vervallen.

Artikel 21

De woorden "geneesheer-raadsman" zijn slecht gekozen; het is verkieslijk de bewoordingen "geneesheer van zijn keuze" of "geneesheer van de militair" te gebruiken.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 22.

Artikel 22

In het tweede lid staat alleen dat de resultaten van het medisch onderzoek ter inzage van de geneesheer van de militair liggen. Er is niet bepaald dat de betrokkene er zelf kennis van mag nemen. Laatstgenoemde kan zich dus niet

.../...

naar behoren verdedigen voor de commissie van beroep (1).
Het onderzochte lid moet op dat punt worden aangevuld.

Artikel 23

Men schrijve :

"Art. 23. De Minister van Landsverdediging legt in een reglement de nadere regels vast voor :

1° ...;

2° ...;

3° ...;

-
- (1) Zie, in die zin, R.V.S., arrest nr. 52.627 van 31 maart 1995 : "Considérant que la décision du S.S.A. qui constate l'inaptitude définitive d'un agent lie l'autorité; qu'il s'ensuit que les motifs de la décision par laquelle celle-ci met l'agent à la pension sont contenus dans le protocole de l'examen médical établi par le S.S.A.; que ces motifs doivent, en vertu de la loi du 29 juillet 1991, être portés à la connaissance de l'agent; qu'eu égard à l'incidence que la communication à des tiers du protocole d'examen pourrait avoir sur le respect des règles relatives au secret médical, c'est à l'agent que le S.S.A. doit transmettre ce document lors de la notification de sa décision; qu'en tant qu'il exclut implicitement cette communication, l'article 8 de l'arrêté royal du 18 août 1939 est incompatible avec les règles fixées par la loi du 29 juillet 1991; que conformément à l'article 159 de la Constitution, le Conseil d'Etat doit, dans cette mesure, en écarter l'application; que l'acte attaqué a été pris sans que la connaissance de ses motifs ait été donnée à la requérante; que le moyen est fondé,".

Artikelen 24 en 25

1. Er wordt voorgesteld om de woorden "medische geschiktheid" aan te vullen met de woorden "of ongeschiktheid". Bovendien behoort in de Franse tekst het woord "médicale" in het meervoud te worden geschreven.

Artikel 25 wordt hierdoor overbodig en mag vervallen.

2. Er rijzen vragen bij het ontbreken van een beroepsmogelijkheid tegen de beslissing genomen door de hoofdgeneesheer van het medisch detachement van het trainingscentrum voor parachutisten en door de hoofdgeneesheer van het medisch detachement van het trainingscentrum voor commando's.

Artikel 27

Zoals de Raad van State heeft opgemerkt in zijn op 6 oktober 1997 gegeven advies L. 26.526/4 over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 5 januari 1998 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1991 betreffende de medische geschiktheid voor dienst op zee geworden is (1), dient nader te worden bepaald waarin dat bedrog bestaat.

(1) bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 25 februari 1998, blz. 5154.

Artikelen 28 en 29

De volgorde van deze artikelen behoort te worden omgekeerd.

SLOTOPMERKING

Na een onderverdeling waarnaar verwezen wordt, behoort een komma te worden geplaatst. Dit dient evenzo te worden gedaan na elk van de onderverdelingen van een artikel waarnaar verwezen wordt, behalve tussen die welke door de voegwoorden "en" of "of" gegroepeerd zijn.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
P. LIENARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

M. PROOST,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par Mme F. CARLIER et exposée par M. C. AMELYNCK, référendaires adjoints.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door Mevr. F. CARLIER en toegelicht door de H. C. AMELYNCK, adjunct-referendarissen.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST

R. ANDERSEN